

# ANGEL GURRIA

## Secrétaire général de l'OCDE

Les défis que doit affronter la gouvernance économique mondiale afin de stabiliser le système économique mondial

Questions qui seront posées par le modérateur : Quelles sont les principales menaces qui pèsent sur le système économique mondial ? Sont-elles différentes selon les régions ?

Il est clair que la crise n'est pas encore terminée. Au cours de ces derniers mois, les perspectives se sont même détériorées. Nous prévoyons maintenant une reprise hésitante et irrégulière dans la zone de l'OCDE, qui tient au désendettement des ménages, à la consolidation budgétaire et au manque de confiance. La zone euro restera en récession ou proche de la récession début 2013, tandis que la croissance devrait reprendre, mais lentement, aux États-Unis et au Japon. Bien entendu, sur les marchés émergents, on attend un redressement plus rapide, mais il sera plus faible que celui qui était prévu il y a quelques mois. Nous ne sommes pas encore sortis d'affaire, loin de là. Les perspectives à court terme sont en effet peu reluisantes, c'est le moins que l'on puisse dire. Elles sont aussi fragiles, car des risques considérables subsistent.

Les risques à court terme viennent évidemment de la crise persistante dans la zone euro et de l'abîme fiscal des États-Unis, à présent imminent. Cette situation pourrait entraîner les États-Unis vers une nouvelle récession, au détriment de la croissance mondiale. Et toute mauvaise nouvelle venant de la zone euro serait susceptible d'entamer la confiance et de la mettre à nouveau en danger.

Mais ce ne sont là que des menaces immédiates, à court terme. Nous avons devant nous des défis formidables en termes de gouvernance, d'abord au niveau national, ensuite au niveau régional et national à la fois.

Une autre menace permanente importante est la montée du protectionnisme. Celui-ci représente un coût économique considérable pour les consommateurs et pour le marché du travail. Nous devons donc le combattre sans relâche.

Sur le long terme, nous sommes confrontés à d'énormes défis sociaux et environnementaux.

Sur le plan environnemental, nous sommes parvenus à un point de collision avec la nature. Si nous ne changeons pas nos pratiques et notre comportement, les perspectives sont préoccupantes. En 2050, 40 % de la population mondiale vivra dans des zones en situation de stress hydrique, le nombre de décès prématurés dus à la pollution de l'air pourrait tripler jusqu'à atteindre les 3,6 milliards par an au niveau mondial, et la biodiversité pourrait encore décliner de 10 %. Et dès à présent, de graves phénomènes, entraînés par le changement climatique, se succèdent à un coût exorbitant. L'aspect environnemental constitue pour le système économique mondial une grave menace qui se réalise déjà dans beaucoup d'endroits du monde, frappant plus durement les pays pauvres et les pays développés les plus vulnérables.

Sur le plan social, nous nous sommes aussi engagés sur une voie non viable : les inégalités ont aujourd'hui atteint leur niveau le plus important au cours des 30 dernières années et augmentent régulièrement. Dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen de la frange la plus aisée (10 % de la population) est environ 9 fois supérieur à celui de la frange la plus pauvre (également 10 % de la population). En Israël, en Turquie et aux États-Unis, ce ratio de 1 à 9 passe à un ratio de 1 à 14 et au Mexique et au Chili, à un ratio de 1 à 27. Le fameux « ascenseur social » a fermé ses portes à beaucoup, les laissant sur la touche. En outre, dans certains pays, les plans de redressement entraînent de graves contraintes supplémentaires. Avec la crise de l'emploi, les tensions sociales et le désespoir augmentent dans de nombreux pays, mettant à mal la cohésion sociale dans le monde.

Dernier point et non des moindres, la sécurité alimentaire reste une menace majeure qui pèse sur les pays les moins développés. 870 millions de personnes souffrent encore de faim et de malnutrition, et 2,6 millions d'enfants meurent de malnutrition chaque année. Le monde produit assez de nourriture pour nourrir toute sa population, et pourtant plus d'une personne sur sept souffrent de la faim.

Bien entendu, ces menaces diffèrent selon les régions et selon les nations, mais la plupart des solutions doivent être envisagées au niveau mondial, ou coordonnées à un niveau, tout au moins, régional. Le monde a besoin d'une gouvernance solide et efficace pour répondre à ces défis économiques complexes.

Quelles mesures urgentes doivent-elles être prises par les institutions internationales pour stabiliser et renforcer le système économique mondial ?

La stabilisation et le renforcement du système économique mondial passe, à court terme et grâce à une action collective, par la restauration de la croissance, la restructuration du système bancaire et la résolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro.

La restructuration du système bancaire demande une action collective et coordonnée en termes de capitalisation et de régulation.

Sur le front de la zone euro, la résolution de la crise de la dette souveraine demande une rapide mise en œuvre des mécanismes de gestion de crise existants : c'est à dire laisser la BCE agir pour aider les pays à affronter les contraintes du marché, et pleinement mettre en œuvre les importantes mesures annoncées récemment pour alléger la dette souveraine de la Grèce, notamment par le biais de rachats privés. Bien entendu, ces mesures doivent être accompagnées au niveau national par de nombreuses réformes structurelles à même de relancer la compétitivité et par conséquent, la croissance.

Il sera également nécessaire, après avoir réalisé l'union fiscale, de créer une union bancaire digne de ce nom afin de consolider l'architecture de la zone euro, un autre défi considérable de gouvernance au niveau local. Ceci suppose la mise en place de mécanismes de surveillance et de résolution transfrontalière, d'assurances-dépôts et de mesures de protection fiscale communes pour éviter une autre crise financière.



Pour ce qui est de restaurer la confiance, le G20 a réussi à limiter l'impact de la crise dans ses premières années, en réagissant rapidement et de façon concertée. Les institutions internationales doivent à présent aider les gouvernements à mettre en place et à appliquer des programmes globaux de réformes structurelles. C'est la seule solution pour restaurer la confiance, à présent que la marge de manœuvre fiscale et monétaire a fait long feu.

Les institutions internationales devraient aussi aider les pays à trouver de nouvelles sources de croissance. L'OCDE est très active dans les domaines de la croissance écologique et sur le capital de connaissance, et aide des pays à adopter ces nouveaux modèles de croissance.

Pour ce qui est de renforcer le système économique mondial, la coordination internationale est encore essentielle. Le soutien des institutions internationales est capital dans ce domaine. On nous a encouragés à collaborer pour soutenir les mandats du G20. Nous l'avons fait avec succès, et cette action a produit des synergies et des bénéfices importants grâce à nos compétences individuelles. L'OCDE est en effet activement impliquée dans la plupart des « chantiers » du G20 et collabore régulièrement avec des organisations telles que la FAO, l'OIT, la banque mondiale, le FMI, etc. Cet esprit de coopération et de cohérence contribue déjà, à lui seul, à promouvoir une gouvernance plus efficace.

N'oublions pas qu'en restant unis, nous pourrions avoir une influence considérable. Cette influence est nécessaire pour identifier les défis et les risques dès leur apparition et pour conseiller et aider les pays à éviter des crises à l'avenir.

Nous devons aussi prévoir une collaboration susceptible de promouvoir la mise en œuvre efficace de mesures et d'une responsabilité financière collective. Ceci s'applique aux engagements du G20, aux programmes de réformes nationales et, selon les besoins, à l'action régionale collective.

En conclusion, permettez-moi de rappeler que l'OCDE a mis en place, au fil des ans, une méthode pour atteindre ces buts. Il s'agit du mécanisme d'« évaluation par les pairs », grâce auquel les engagements des pays sont débattus et approuvés de façon collective, puis réexaminés par des pairs de façon non conflictuelle. Ce dispositif pourrait aider à bâtir la gouvernance mondiale de demain.